

Washington – 21 avril 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

De Marc ONA ESSANGUI

Prix Goldman 2009

Coordonnateur National de la *Coalition Publiez ce que vous Payez* au Gabon

**Démenti de la présence de la *Coalition Publiez ce que vous Payez*
à la conférence de presse du 16 avril 2009 à Libreville**

**Confirmation que *Bruno Ben Moubamba*
s'exprime au nom des *Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise***

Suite à la conférence de presse tenue à Libreville le 16 avril 2009 par un groupe de responsables d'associations gabonaises, je tiens à manifester mon étonnement et mon indignation en constatant que le nom de *Publiez ce que vous Payez* apparaît dans la liste des signataires du document sorti lors de cette rencontre.

Je tiens solennellement à condamner l'imposture de ce groupe qui divertit l'opinion gabonaise depuis un certain temps avec des sorties publiques incohérentes.

En tant que Coordonnateur de la *Coalition Publiez ce que vous Payez* et seul apte à intervenir au nom de cette structure, conformément à la charte adoptée en mars 2009 mettant en place une nouvelle structure dirigeante, j'apporte un démenti quant à la présence de *Publiez ce que vous Payez* à cette réunion de diversion.

Par ailleurs *Bruno Ben Moubamba*, citoyen gabonais, Président de l'ONG catholique gabonaise *Théopolis*, membre de *Publiez ce que vous Payez*, s'exprime bien au nom des *Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise*.

Il faut rappeler, au regard des agissements des uns et des autres, qu'il existe deux groupes d'acteurs de la société civile au Gabon : un groupe qui a décidé de prendre le relais des hommes politiques pour éclipser le vrai débat sur la gestion de la chose publique et un groupe qui se veut libre et indépendant. Je réaffirme ici que *Brainforest*, *SOJECS*, *Afrique Horizon*, *ALCR*, *Théopolis* et bien d'autres appartiennent à ce deuxième groupe et ne céderont pas face à ces manœuvres de diversion.

Les organisations qui ne se reconnaissent pas dans cette seconde catégorie ne cessent, depuis notre incarcération abusive en décembre 2008, d'être les relais inefficaces de certains hommes politiques comme le Ministre de l'intérieur gabonais.

Publiez ce que vous Payez Gabon se réserve le droit de saisir les instances compétentes si les mêmes donneurs de leçons se livrent encore au jeu de l'imposture.

L'heure n'est plus à la diversion et encore moins à l'amateurisme associatif. C'est sur le terrain que l'opinion nous juge, non sur la délation et la désinformation. Cette recette ne passe plus, elle est indigeste pour les populations.

Marc ONA ESSANGUI

Prix Goldman 2009

Coordonnateur National de la *Coalition Publiez ce que vous Payez*



Tel : (415) 378-1329 (Washington) (241) 07294140 (Libreville)

E-mail : marc.ona@brainforest.org